

Unité départementale de Moselle
4, rue François de Guise - CS 50551
57009 Metz Cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 29 janvier 2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 8 novembre 2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AGC GLASS SEINGBOUSE

Parc d'activités Districal

Mégazone Moselle Est

57455 Seingbouse

Références : SEINGBOUSE_AGC-INTERPANE_2024-01-29_RAPVI_JPBE_25884
Code AIOT : 0006204851

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 8 novembre 2023 dans l'établissement AGC GLASS Seingbouse implanté Parc d'activités Districal Mégazone Moselle Est 57455 Seingbouse. L'inspection a été annoncée le 12 octobre 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est effectuée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle (PPC). Plus particulièrement, cette visite est axée sur la centrale ORC dont le but est de produire de l'électricité à partir de la chaleur des fumées émises par le process. La centrale ORC a été autorisée par l'arrêté préfectoral DCAT/BEPE/N°2022-63 du 7 avril 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AGC GLASS Seingbouse
- Parc d'activités Districal Mégazone Moselle Est 57455 Seingbouse
- code AIOT : 0006204851
- régime : autorisation
- statut Seveso : non Seveso
- IED : oui

La société AGC Interpane Glass France SAS est notamment autorisée par l'arrêté préfectoral n°2000-AG/2-413 modifié du 22 décembre 2000 et complété par les arrêtés préfectoraux 2016-DLP/BUPE-245 du 17 octobre 2016, 2017-DCAT-BEPE-188 du 12 septembre 2017 et DCAT/BEPE/n°2021-143 du 20 juillet 2021 à exploiter un four verrier sur la commune de Seingbouse.

La centrale ORC est autorisée par arrêté préfectoral complémentaire DCAT/BEPE/N°2022-63 du 7 avril 2022.

Elle est notamment soumise à l'arrêté ministériel du 12 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2915 (Procédés de chauffage utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles, lorsque la température d'utilisation est égale ou supérieure au point éclair des fluides) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Prévention du risque incendie de la centrale ORC

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Localisation des risques	Arrêté ministériel du 12/05/2020, article 4.1	Sans objet
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté ministériel du 12/05/2020, article 4.5	Sans objet
3	Système de détection et extinction automatiques	Arrêté ministériel du 12/05/2020, article 4.10	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En raison du retard de la mise en service de la centrale ORC, la vérification des prescriptions liées à la sécurité incendie n'a pas pu être réalisée. Aussi, une visite ultérieure sera nécessaire afin d'établir la conformité sur ces points.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 12/05/2020, article 4.1
Thème(s) : Risques accidentels, recensement et signalisation des risques par un plan
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisées, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.</p> <p>L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation, la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques). Ce risque est signalé. Les ateliers et aires de manipulations de ces produits font partie de ce recensement.</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques.</p> <p>Les locaux contenant le fluide caloporteur combustible (chaudière, canalisations et échangeurs) sont considérés comme des locaux à risques.</p>
<p>Constats :</p> <p>La visite devait être initialement réalisée durant la semaine d'essai de la centrale ORC. Or, la centrale n'était pas encore mise en service.</p> <p>En particulier, le recensement des parties de l'installation susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre, la détermination de la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques), la signalisation de ces risques, et le plan général des locaux indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques, n'étaient pas encore complétés et terminés.</p> <p>Considérant la mise en service imminente de la centrale, l'inspection propose de vérifier cette prescription lors d'une visite ultérieure en 2024.</p>
Type de suites proposées : Sans suites

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 12/05/2020, article 4.5
Thème(s) : Risques accidentels, moyen pour alerter le SDIS, extincteurs, PI
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : a) D'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; b) D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. c) D'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que : Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ; Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. Ces deux types de points d'eau incendie sus-cités ne sont pas exclusifs l'un de l'autre et peuvent par conséquent coexister pour une même installation. S'il s'agit de points d'eau incendie privés, l'exploitant : - permet aux services d'incendie et de secours d'assurer les reconnaissances opérationnelles ; - indique aux services d'incendie et de secours les modifications relatives à la disponibilité ou indisponibilité des points d'eau incendie dans les plus brefs délais ; - implante, signale, maintient et contrôle les points d'eau selon les dispositions techniques en vigueur dans le département. Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 mètres cubes par heure durant deux heures. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau. L'accès extérieur du bâtiment contenant l'installation est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie (la distance est mesurée par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours). Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (la distance est mesurée par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours). [...]
Constats : L'exploitant indique que des détecteurs sont installés dans la centrale ORC, et en cas de sinistre, leur déclenchement donne l'alerte dans la salle de contrôle global du site (situé dans le bâtiment principal). Si l'alerte doit être transférée au SDIS, elle se fera depuis cette salle de contrôle. Le jour de la visite, il était prévu que la centrale ORC soit en période d'essai. Or, la construction de la centrale a pris du retard et était en cours de finition. Aussi, les extincteurs n'étaient pas encore répartis à l'intérieur de la centrale ORC. Toutefois, l'exploitant signale que des extincteurs appropriés seront effectivement placés dans la centrale. Considérant la mise en service imminente de la centrale, l'inspection propose un délai de 15 jours pour l'installation des extincteurs. Ce point fera l'objet d'un contrôle ultérieur.

<p>Le site dispose déjà de poteaux incendies, dont l'un est placé à moins de 100 mètres de la centrale ORC. Le rapport de vérification des poteaux incendie datant du 7 septembre 2023 indique en particulier que ce poteau incendie a une pression statique de 5,3 bars et une pression au débit requis de 4,9 bars. L'exploitant fournit par un courriel du 15 janvier 2024 l'explication reçue de son prestataire concernant les résultats du contrôle : « Pour justifier d'un avis satisfaisant, un poteau incendie de DN 100 doit avoir un débit minimum de 60m3/h et une pression de 1bar minimum à 60m3/h. Lors de notre essai si une pression supérieure à 1 bar est relevée au débit minimum requis alors la mesure de débit à une pression de 1 bar n'est pas nécessaire car le débit est forcément supérieur au minimum requis. »</p> <p>Par ailleurs, une réserve d'eau incendie est également aménagée à environ 100 mètres de la centrale.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Système de détection et extinction automatiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 12/05/2020, article 4.10</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, dispositifs de détection incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 4.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection d'incendie. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>[...]</p> <p>Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a expliqué que la centrale ORC est équipée de capteurs afin de détecter d'éventuels sinistres, et en cas d'alerte, la salle de contrôle global du site (située dans le bâtiment principal) est immédiatement avisée au moyen de voyant lumineux sur leurs écrans de contrôle.</p> <p>Pour autant, la centrale ORC étant en phase finale d'achèvement, le recensement des locaux et armoires techniques et la liste des détecteurs avec leur fonctionnalité n'étaient pas encore établis, tout comme la planification des maintenances et vérifications régulières.</p> <p>Considérant la mise en service imminente de la centrale, l'inspection propose de vérifier cette prescription lors d'une visite ultérieure en 2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>